

**« DataThings »**

société à responsabilité limitée

**siège social : L-1811 Luxembourg, 5, rue de l'Industrie**

**NUMERO : 107.106**

**CONSTITUTION DE SOCIETE DU 16 JANVIER 2017**

L'an deux mille dix-sept, le seize janvier.

Pardevant Maître Jean **SECKLER**, notaire de résidence à Junglinster,  
(Grand-Duché de Luxembourg), soussigné;

**ONT COMPARU:**

1.- Monsieur François **FOUQUET**, Research Associate à l'Université de Luxembourg, né à Mont-Saint-Martin (France) le 5 février 1984, demeurant à L-1457 Luxembourg, 2 Rue Des Eglantiers, (Luxembourg)

2.- Monsieur Thomas **HARTMANN**, Research Associate à l'Université de Luxembourg, né à Kaufbeuren (Allemagne), le 13 novembre 1981, demeurant à L-1534 Luxembourg, 60, rue de la Forêt, (Luxembourg)

3.- Monsieur Jacques **KLEIN**, Senior Research Scientist à l'Université de Luxembourg, né à Forbach (France), le 23 mars 1979, demeurant à F-57000 Metz, 16, rue de Pont-A-Mousson (France),

4.- Monsieur Yves **LE TRAON**, Professeur à l'Université de Luxembourg, né à Rennes (France), le 12 juin 1968, demeurant à F-57000 Metz, 2, rue Saint Jean (France),

5.- Monsieur Assaad **MOAWAD**, Research Associate à l'Université de Luxembourg, né à Bayet El Chaar (Liban), le 11 mars 1988, demeurant à L-3872 Schifflange, 18-20 rue du Parc, (Luxembourg) et

6.- Monsieur Grégory **NAIN**, Research Associate à l'Université de Luxembourg, né à Arès (France), le 26 mars 1985, demeurant à F-57330 Hettange-Grande, 10B, rue Maginot (France)

Lesquels comparants ont requis le notaire instrumentaire de documenter comme suit les statuts d'une société à responsabilité limitée qu'ils constituent entre eux:

**TITRE I.- OBJET - RAISON SOCIALE – DUREE**

**Article 1<sup>er</sup>.** Il est formé par la présente une société à responsabilité limitée qui sera régie par les lois y relatives, ainsi que par les présents statuts.

**Article 2.** La société à responsabilité limitée prend la dénomination de

## « DataThings ».

**Article 3.** La société a pour objet la recherche, le développement et la commercialisation de solutions et logiciels informatiques, en incluant toutes autres prestations de service et de conseil s'y rattachant de près ou de loin pourvu qu'elles soient connexes et accessoires ainsi que l'achat et la vente de matériel informatique et le paramétrage des logiciels standards.

La société a également pour objet toutes activités commerciales, en accord avec les dispositions de la loi du 9 juillet 2004, modifiant la loi modifiée du 28 décembre 1988 concernant le droit d'établissement et réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales.

Dans le cadre de son activité, la société pourra accorder hypothèque, emprunter avec ou sans garantie ou se porter caution pour d'autres personnes morales et physiques, sous réserve des dispositions légales afférentes.

La société peut réaliser toutes opérations mobilières, financières ou industrielles, commerciales, liées directement ou indirectement à son objet et avoir un établissement commercial ouvert au public. Elle pourra également faire toutes les opérations mobilières et immobilières, telles que l'achat, la vente, l'exploitation et la gestion d'immeubles.

La société pourra s'intéresser, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, dans toutes sociétés ou entreprises se rattachant à son objet ou de nature à le favoriser et à le développer.

**Article 4.** Le siège social est établi dans la Commune de Luxembourg-Ville.

Il peut être transféré en toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg en vertu d'une décision des associés ou de la gérance.

En cas de transfert du siège social dans une autre commune par une décision de la gérance, la gérance est habilitée à comparaître pardevant notaire pour modifier l'article des statuts afférent.

**Article 5.** La durée de la société est illimitée.

## **TITRE II.- CAPITAL SOCIAL - PARTS SOCIALES**

**Article 6.** Le capital social est fixé à *douze mille cinq cent cinquante euros (12.550,- EUR)*, représenté par *cinq cent deux (502)* parts sociales de *vingt-cinq euros (25,- EUR)* chacune.

Le capital social pourra, à tout moment, être augmenté ou diminué dans les conditions prévues par l'article 199 de la loi concernant les sociétés commerciales.

**Article 7.** Les parts sociales sont indivisibles à l'égard de la société, qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chacune d'elles. S'il y a plusieurs

propriétaires d'une part sociale, la société a le droit de suspendre l'exercice des droits afférents, jusqu'à ce qu'une seule personne soit désignée comme étant à son égard, propriétaire de la part sociale. Il en sera de même en cas de conflit opposant l'usufruitier et le nu-propriétaire ou un débiteur et un créancier-gagiste.

Toutefois, les droits de vote attachés aux parts sociales grevées d'usufruit sont exercés par le seul usufruitier.

**Article 8.** Les parts sociales sont librement cessibles entre associés. Les cessions de parts entre vifs à des non-associés sont subordonnées à l'agrément donné en assemblée générale des associés représentant les trois quarts au moins du capital social.

Les cessions de parts à cause de mort à des non-associés sont subordonnées à l'agrément donné en assemblée générale des associés représentant les trois quarts au moins du capital social appartenant aux survivants.

Cet agrément n'est pas requis lorsque les parts sont transmises à des héritiers réservataires, soit au conjoint survivant.

En cas de refus d'agrément dans l'une ou l'autre des hypothèses, les associés restants possèdent un droit de préemption proportionnel à leur participation dans le capital social restant.

Le droit de préemption non exercé par un ou plusieurs associés échoit proportionnellement aux autres associés. Il doit être exercé dans un délai de trois mois après le refus d'agrément. Le non-exercice du droit de préemption entraîne de plein droit agrément de la proposition de cession initiale.

**Article 9.** Le décès, l'interdiction, l'incapacité, la faillite ou la déconfiture de l'un des associés ne mettent pas fin à la société.

Les créanciers, ayants-droit ou héritiers d'un associé ne pourront pour quelque motif que ce soit, faire apposer des scellés sur les biens et documents de la société, ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration; pour faire valoir leurs droits, ils devront se tenir aux valeurs constatées dans les derniers bilan et inventaire de la société.

### **TITRE III.- ADMINISTRATION ET GERANCE**

**Article 10.** La société est administrée par un ou plusieurs gérants, associés ou non, nommés et révocables à tout moment par l'assemblée générale qui fixe leurs pouvoirs et leurs rémunérations.

**Article 11.** Chaque associé peut participer aux décisions collectives quel que soit le nombre de parts qui lui appartiennent. Chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts sociales qu'il possède et peut se faire valablement représenter aux assemblées par un porteur de procuration

spéciale.

**Article 12.** Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles sont adoptées par les associés représentant plus de la moitié du capital social.

Les décisions collectives ayant pour objet une modification aux statuts doivent réunir les voix des trois quarts (3/4) du capital social.

**Article 13.** Lorsque la société ne comporte qu'un seul associé, les pouvoirs attribués par la loi ou les statuts à l'assemblée générale sont exercés par l'associé unique.

Les décisions prises par l'associé unique, en vertu de ces pouvoirs, sont inscrites sur un procès-verbal ou établies par écrit.

De même, les contrats conclus entre l'associé unique et la société représentée par lui sont inscrits sur un procès-verbal ou établis par écrit.

Cette disposition n'est pas applicable aux opérations courantes conclues dans des conditions normales.

**Article 14.** Le ou les gérants ne contractent, en raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la société ; simples mandataires, ils ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat.

**Article 15.** Chaque année, le trente et un décembre, les comptes sont arrêtés et le ou les gérants dressent un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la société.

**Article 16.** Tout associé peut prendre au siège social de la société communication de l'inventaire et du bilan.

**Article 17.** Les produits de la société constatés dans l'inventaire annuel, déduction faite des frais généraux, amortissements et charges, constituent le bénéfice net.

Sur le bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent pour la constitution du fonds de réserve légale jusqu'à ce que celui-ci ait atteint dix pour cent du capital social.

Une partie du bénéfice disponible pourra être attribuée à titre de gratification aux gérants par décision des associés.

**Article 18.** L'année sociale commence le *premier janvier* et finit *le trente et un décembre*.

#### **TITRE IV.- DISSOLUTION - LIQUIDATION**

**Article 19.** Lors de la dissolution de la société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par les associés qui en fixeront les pouvoirs et les émoluments.

## **TITRE V.- DISPOSITIONS GENERALES**

**Article 20.** Pour tout ce qui n'est pas prévu dans les présents statuts, les associés se réfèrent aux dispositions légales.

### **DISPOSITION TRANSITOIRE**

Par dérogation, le premier exercice commence aujourd'hui et finira le 31 décembre 2017.

### **LIBERATION DE PARTS SOCIALES**

Les statuts ainsi arrêtés, les comparants ont souscrites les parts sociales comme suit :

1.- Monsieur Grégory <b>NAIN</b> , préqualifié	113
2.- Monsieur François <b>FOUQUET</b> , préqualifié	113
3.- Monsieur Assaad <b>MOAWAD</b> , préqualifié	113
4.- Monsieur Thomas <b>HARTMANN</b> , préqualifié	113
5.- Monsieur Jacques <b>KLEIN</b> , préqualifié	25
6.- Monsieur Yves <b>LE TRAON</b> , préqualifié	25
Total : cinq cent deux parts sociales	502

Toutes les parts sociales ont été libérées intégralement en numéraire de sorte que la somme de ***douze mille cinq cent cinquante euros (12.550,- EUR)*** se trouve dès-à-présent à la libre disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentaire qui le constate expressément.

### **FRAIS**

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge, à raison de sa constitution, est évalué à environ ***950,- EUR.***

### **ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE**

Et aussitôt, les associés, représentant l'intégralité du capital social, et se considérant comme dûment convoqués, se sont réunis en assemblée générale extraordinaire et ont pris à l'unanimité des voix les résolutions suivantes :

1.- L'adresse du siège social est établie à **L-1811 Luxembourg, 5, rue de l'Industrie.**

2.- L'assemblée désigne comme gérants de la société pour une durée indéterminée :

- Monsieur Assaad **MOAWAD**, Research Associate à l'Université de Luxembourg, né à Bayet El Chaar (Liban), le 11 mars 1988, demeurant à L-3872 Schifflange, 18-20 rue du Parc, (Luxembourg), et

- Monsieur Grégory **NAIN**, Research Associate à l'Université de Luxembourg, né à Arès (France), le 26 mars 1985, demeurant à F-57330 Hettange-Grande, 10B, rue Maginot (France)

3.- Vis-à-vis de tiers la Société sera valablement engagée et représentée

par la signature des deux gérants.

**D O N T A C T E**

Fait et passé à Junglinster, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, connus du notaire par noms, prénoms usuels, états et demeures, ils ont tous signé avec Nous notaire le présent acte.

**(s): François FOUQUET, Thomas HARTMANN, Jacques KLEIN, Yves LE TRAON, Assaad MOAWAD, Grégory NAIN, Jean SECKLER**

---

Enregistré à Grevenmacher Actes Civils, le 18 janvier 2017.

Relation GAC/2017/547.

Reçu soixante-quinze euros

75,00 €

Le Receveur, (s.): G. SCHLINK

---